



**La grande transition :
maintenir le cap sur le changement
social, économique et écologique en
périodes de turbulence**

par

Michael Lewis

*Centre canadien pour le renouveau communautaire
BC-Alberta Social Economy Research Alliance*

et

Patrick Conaty

*New Economics Foundation (UK)
BC-Alberta Social Economy Research Alliance*

**Document présenté lors de la Conférence du Centre International de
Recherches et d'Information
sur l'Économie Publique, Sociale et Coopérative (CIRIEC), du 1^{er} au 2
octobre 2009 à Östersund, Suède**

Droits d'auteur © 2008, le Centre canadien pour le renouveau communautaire (CCRC) au nom de BC-Alberta Social Economy Research Alliance (BALTA)

Pour plus d'information, veuillez contacter BC-Alberta Social Economy Research Alliance, PO Box 1161, Port Alberni, BC, V9Y 7M1, (tél.) 250-723-2296

Site Web : www.socialeconomy-bcalberta.ca

Courriel : balta@xplornet.com

Information sur les auteurs

Michael Lewis est directeur et chercheur principal de BC-Alberta Social Economy Research Alliance. Mike possède une grande expérience en développement économique communautaire et en économie sociale, en ce qui a trait à l'élaboration de politiques et à la recherche au Canada et sur le plan international. Il est directeur général du Centre canadien pour le renouveau communautaire basé en C.-B., Canada.

Pat Conaty, basé au pays de Galles, Royaume-Uni, est associé de la New Economics Foundation. Pat est membre honoraire de l'Université de Birmingham, associé en recherche de l'Université de Salford et collaborateur de BC-Alberta Social Economy Research Alliance. Pat est également directeur général sortant du UK Social Investment Forum et président de Land for People, un réseau national de fiducie foncière collective.

Ce document fait partie du programme de recherche de BC-Alberta Social Economy Research Alliance (BALTA). Il est rendu possible grâce au soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada

La pensée transdisciplinaire, développée par l'économie évolutionniste, sociale et écologique au milieu des années 1970, a donné naissance à un nouveau paradigme faisant apparaître de nouveaux modèles de travail. Le présent document met en évidence leur pertinence relativement à un contexte dans lequel la vulnérabilité des communautés face aux enjeux apparentés des émissions de carbone, de l'énergie, de l'alimentation, de la finance et des disparités ne fait qu'augmenter. Il présente le rôle stratégique de l'innovation coopérative et complémentaire dans le parcours de ces enjeux.

Prémisse : de la croissance économique fondée sur la concurrence à l'état stationnaire du système coopératif

Ce document porte sur les défis mondiaux auxquels nous faisons face. Afin de relever ces défis, il faut opérer une transition radicale de la croissance économique mondiale fondée sur un endettement de plus en plus élevé à une fédération décentralisée d'économies sociales et écologiques.

Ce document va au-delà des simples discussions théoriques. La thèse pour un changement social, écologique et économique (SÉE) que nous proposons repose sur des efforts historiques et contemporains d'organismes coopératifs visant à mettre fin aux taux usuraires, à mener des réformes agraires locales, à reconstruire des systèmes alimentaires locaux et à formuler des solutions énergétiques permettant de diminuer notre dépendance aux combustibles fossiles. Les innovations complémentaires et dynamiques présentées dans ce document expliquent les moyens stratégiques qui doivent être interconnectés afin de façonner le système social et écologique, un système avancé par des visionnaires de l'écologie politique tels que E.F. Schumacher et Ivan Illich dans leur concept d'outils conviviaux au cours des trente dernières années¹.

Dans leur livre *Building Sustainable Communities*, George Benello, Bob Swann, et Shann Turnbull mettent en évidence les implications pratiques de cette théorie de la technologie conviviale². En 1989, ils traçaient les grandes lignes d'un système intégré de réformes agraires, de mobilisation du capital régional et de démarches coopératives de renforcement des institutions. Ce système représentait la pierre angulaire de la reconstruction sociale, économique et écologique. Vingt ans plus tard, ces modèles mutualistes ont été mis en œuvre de façon pratique et ont pris de l'envergure. Le présent document soutient que ces pratiques technologiques coopératives et conviviales sous-tendent des pistes stratégiques indispensables pour réaliser ce que Kenneth Boulding a appelé « La Grande transition ».

Ces penseurs et praticiens annonçaient déjà que nous aurions besoin de changements fondamentaux, ce qui est maintenant reconnu par le plus grand nombre. Ces visionnaires ont également souligné le besoin de décentralisation vers un paradigme d'économie coopérative.

¹ Schumacher, E.F. (1974) *Small is Beautiful*, Abacus; et Illich, I. (1973) *La Convivialité*, Harper & Row.

² Benello, G., R. Swann et S. Turnbull, (1989), édité par W. Morehouse, *Building Sustainable Communities*, Intermediate Technology Group; USA.

Il est maintenant évident que le maintien du statu quo n'est plus une option. Tous les mois, il est de plus en plus évident que le changement climatique, le pic pétrolier et la dégradation de l'environnement menacent d'entrer en collision avec la mondialisation, modèle dominant fondé sur la croissance.

Plusieurs seront en désaccord avec les constatations et les conclusions selon lesquelles **nous devons radicalement changer nos économies et devenir plus autonomes et plus résilients à l'échelle locale et régionale**. Certains invoqueront que notre thèse n'est qu'une interprétation locale du protectionnisme. Ils prétendront que nos constatations vont à l'encontre des principes qui régissent l'économie de marché libre, le libre-échange et la libre circulation des capitaux indispensables pour mettre sur pied des solutions innovantes, basées sur des technologies avancées, destinées à résoudre nos problèmes de plus en plus nombreux. L'importance des marchés et de la technologie n'est pas contraire à notre thèse; toutefois, la fin et les moyens utilisés le sont. Tous les penseurs auxquels nous faisons référence cherchent à inverser la fin et les moyens de l'économie politique afin que l'argent et le capital soient à notre service et cessent d'être nos maîtres.

Les principaux impératifs pour un changement de paradigme sont :

L'impératif écologique

Au vu des éléments probants de plus en plus nombreux, il serait erroné et mensonger de prétendre que la croissance économique mondiale fait le bien commun. Sur le plan du changement climatique, James Lovelock rapporte que l'indicateur principal de changement climatique, le niveau de la mer, dépasse les projections du GIEC³ publiées en 2007. Il est 1,6 fois plus élevé que prévu⁴. Les réserves de pétrole prouvées s'amenuisent. L'année dernière, les prix du pétrole ont doublé malgré l'effondrement de la consommation induit par la récession à trois millions de barils par jour. Si les projections de l'Energy Information Administration du département américain de l'Énergie s'avèrent correctes, les prix du pétrole ne cesseront d'augmenter⁵. En effet, l'Energy Information Administration prévoit une hausse de la demande de 22 % en 2025, soit 101 millions de barils par jour⁶.

³ Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est un organe intergouvernemental ouvert à tous les membres de l'ONU. Il rassemble un large éventail de scientifiques de premier plan dont plus de 2 500 experts qui évaluent toutes les recherches reliées au changement climatique. Ils ont publié quatre rapports depuis 1990, dont le dernier en 2007. Visitez le site Web : http://en.wikipedia.org/wiki/Intergovernmental_Panel_on_Climate_Change.

⁴ Lovelock, J. (2009). *The Vanishing Face of Gaia: The Final Warning* (p 26-28), Penguin Group.

⁵ Rubin, J. (2009). *Why your world is about to get a whole lot smaller*, Random House. Jeff Rubin, ex-économiste en chef de la Banque CIBC (Canadian Imperial Bank of Commerce) Marchés mondiaux, prévoit une augmentation du prix du pétrole à 200 \$ - 225 \$ le baril d'ici 2012. Ces prévisions sont contestées; toutefois, Jeff Rubin était tout aussi contesté lorsqu'il annonçait la crise des prêts hypothécaires à risque et le record du prix du baril de pétrole à plus de 100 \$.

⁶ www.eia.doe.gov/oiaf/ieo/index.html. US Energy Information Administration, Mai 2009.

Même si la croissance économique est tenue pour acquise, les projections relatives aux émissions de CO2 n'en sont pas moins inquiétantes. Il est prévu qu'elles augmenteront de 29 milliards de tonnes métriques en 2006 à 40,4 milliards en 2030⁷. Soixante pour cent des écosystèmes du monde frôlent déjà la catastrophe écologique⁸; une croissance économique équivaldrait à rouler en trombe vers le bord du précipice.

L'impératif social

Dans la plupart des pays, la dette et les inégalités sociales sont en hausse. Aux États-Unis, l'endettement des ménages, des entreprises et du gouvernement est passé de 1,6 fois le PIB en 1973 à 3,5 fois le PIB en 2007. L'endettement des ménages, les hypothèques et les crédits à la consommation ont affiché une croissance modérée de 17 % des revenus en 1945 à 59 % en 1982. Depuis, le taux d'endettement des ménages a connu une augmentation exponentielle pour atteindre 127 % en 2006⁹. Sous l'Administration du président G.W. Bush, la dette publique a presque doublé de 5,7 billions de dollars en 2001 à plus de 10 billions en 2008. Entre 1980 et 2009, le rapport de la dette publique au PIB a connu une augmentation vertigineuse de 33 % à 82 %.

Il y a dix ans, Doug Henwood révélait les inégalités sociales accrues de ce qu'il appelait « l'économie casino »¹⁰.

- (i) Un pour cent des ménages américains possède 20 % du PIB, 35 % des actifs (soit 17 billions de dollars), 51 % des actions et 60 % des obligations.
- (ii) Cinquante pour cent des ménages à faible revenu et à revenu moyen possèdent 2,5 % des actifs. Les salaires réels de plus de 100 millions de travailleuses et de travailleurs ont baissé par rapport à 1980. Le taux de transfert des richesses de 1 billion de dollars américains par an va en faveur du 1 % des ménages situés au plus haut de l'échelle.
- (iii) Cinq cents milliardaires américains possèdent plus de la moitié des richesses de l'ensemble de la population mondiale¹¹.

Un appel au changement social, économique et écologique (SÉÉ)

Pour pouvoir nous orienter dans la myriade de difficultés qui nous attendent, il faut prendre le gouvernail là où nous vivons. Il est facile de dépendre des chaînes d'approvisionnement

⁷ 2006: Energy Information Administration (EIA), *International Energy Annual 2006* (juin-décembre 2008), site Web : www.eia.doe.gov/iea. Projections: EIA, *World Energy Projections Plus* (2009).

⁸ L'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, 2005, <http://www.millenniumassessment.org/fr/index.aspx>. L'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (EM) évalue les conséquences des changements que subissent les écosystèmes pour le bien-être humain. Entre 2001 et 2005, plus de 1 360 experts du monde entier ont participé à ce projet. Leurs conclusions présentent une évaluation scientifique ultramoderne de la condition et des tendances des écosystèmes dans le monde.

⁹ Demographia Statistics - Debt-to-Income Ratios: United States 1980-2006; www.demographia.com

¹⁰ Henwood, D. (1997) *Wall Street*, Verso Books.

¹¹ Smith, J.W. (2005) *Economic Democracy - The Political Struggle for the 21st Century*, The Institute for Economic Democracy

mondiales qui elles-mêmes souffrent d'une dépendance au combustible fossile. Augmenter la résilience et l'autonomie à l'échelle locale et régionale est indispensable pour passer à travers une période de transition difficile.

Garder le cap sur ce changement SÉÉ demande trois virages :

Premièrement, il nous faut avoir une vision de notre planète et de notre place sur celle-ci afin de redéfinir notre champ de vision, d'élargir notre compréhension du contexte et des enjeux auxquels nous faisons face et d'ouvrir nos yeux sur de nouvelles solutions pour satisfaire nos besoins de base. Nous devons visualiser et démontrer de façon concrète un moyen de nous organiser qui mette en œuvre ce que John Stuart Mill appelait « l'état stationnaire »¹². Il défendait un état de bien commun coopératif dans lequel le développement humain, social, culturel et démocratique remplacerait les préoccupations d'ordre purement mercantile et la croissance économique conventionnelle. Dans son essai « Perspectives économique pour nos petits-enfants » publié en 1930, Keynes lui aussi entrevoit la possibilité d'un système qui ne serait pas basé sur la croissance économique¹³.

Deuxièmement, il nous faut chercher des pistes stratégiques qui nous aident à équilibrer nos relations humaines et notre relation à la terre. L'argent, le logement, l'énergie et l'alimentation sont à la base de nos relations. Le présent document trace les grandes lignes de quelques pratiques mutualistes et coopératives actuelles, qui nous le croyons offrent des pistes génératives.

Troisièmement, il nous faut sécuriser ces pistes au fur à mesure que nous les bâtissons. Puisque nous prenons des mesures locales et régionales, il faut également nous attendre à rencontrer une résistance de la part d'intérêts puissants investis dans le maintien du statu quo. Ainsi, nous devons nous engager à élaborer des stratégies et des mouvements visant à transformer la politique économique dans son ensemble. Les mesures régionales, nationales et internationales doivent être fédérées et organisées afin de garantir une transition essentielle à la vie.

Ce document expose les principaux résultats d'un rapport bien plus exhaustif produit par BC–Alberta Social Economy Research Alliance, un centre du Partenariat pancanadien de recherche en économie sociale¹⁴. Cette analyse exhaustive expose la théorie et les pratiques dont la thèse du changement SÉÉ s'est inspirée¹⁵.

Prospectives de notre situation difficile : guides vers un état stationnaire ?

La métaphore du « vaisseau spatial Terre », développée par Kenneth Boulding en 1966, repose sur un héritage intellectuel qui s'oppose aux taux usuraires et défend le concept d'aide mutuelle de « l'économie de suffisance » contrairement à l'efficacité du libre marché.

¹² Mill, J.S. (1987) *Principes d'économie politique*, Augustus Kelley.

¹³ Keynes, J.M. (1930) *Essais de persuasion*, WW Norton & Co, New York, 1963, pages 358-373.

¹⁴ Disponible à une date ultérieure. Pour toute information, adressez-vous à ccelewis@xplornet.com

¹⁵ Ce rapport sera bientôt disponible à www.socialeconomy-bcalberta.ca/

Le concept de « l'économie pour le bien commun » remonte à Aristote. Il a été repris par de nombreux penseurs coopératifs, dont Gandhi dans le principe du sarvodaya (le bien-être de tous) qui souligne que le monde peut satisfaire les besoins de tous et non leur cupidité¹⁶.

Au début de la course vers l'espace, Boulding a essayé d'attirer l'attention de l'Amérique du Nord sur son concept mis à jour de « suffisance économique sans croissance » en nous invitant à nous débarrasser de nos chapeaux et de nos éperons de cowboys et à revêtir une combinaison spatiale¹⁷.

Boulding a mis en garde contre le comportement de cowboy qui exploite une Terre sans limites, produisant une richesse infinie et capable d'absorber des déchets illimités. Il lui a opposé la métaphore du vaisseau spatial qui considère la Terre pour ce qu'elle est ; c'est-à-dire, un système clos d'éviers débordant et d'écosystèmes en péril. Depuis ce point d'observation, nous ne sommes qu'une petite planète bleue plongée dans un océan de noir sans issue.

Boulding, un fondateur de la théorie générale des systèmes, construit son économie évolutionniste sur le concept « d'état stationnaire » de Mill. Étudiant dans les années 1930, il assiste à des conférences du Prix Nobel de chimie, Frederick Soddy, un brillant concepteur de l'économie écologique¹⁸.

Dans les années 1920, Soddy était le premier à identifier un modèle de croissance effrénée alimenté par les combustibles fossiles. Il s'est basé sur le deuxième principe de la thermodynamique, soit la loi de l'entropie, qui stipule que toute énergie se raréfie et génère une perte de chaleur lorsqu'elle est excessivement utilisée. Soddy déplorait le gaspillage des combustibles fossiles par la société industrielle ainsi que la rapidité avec laquelle les êtres humains devenaient dépendant à ce capital naturel limité. L'épuisement de telles sources d'énergie représentait, d'après lui, un signe fatidique du danger que les générations à venir allaient courir. Soddy a démontré que les plantes étaient les « vrais capitalistes » et que nous devions concevoir l'économie de manière à ce qu'elle exploite la quantité de lumière solaire existante plutôt que d'épuiser les réserves limitées du capital naturel qui devraient être perpétuellement partagées d'une génération à l'autre.

Par ailleurs, Soddy a appliqué les lois de la physique afin de critiquer le système monétaire, un autre contributeur de la croissance non durable. En imposant des intérêts composés (taux usuraires), nous battons une fois de plus le deuxième principe de la thermodynamique en brèche. Le blé pourrit, les bâtiments sont délabrés, les infrastructures doivent être remplacées ; ils ne durent pas indéfiniment.

¹⁶ Les principaux penseurs du mouvement coopératif comprennent : Robert Owen, Proudhon, Josiah Warren, Kropotkin, Gustav Landauer, Martin Buber, Gandhi, R.H. Tawney et Silvio Gesell. Voir également une histoire du mouvement par l'économiste social, Mark Lutz (1999) dans *Economics for the Common Good*, Routledge.

¹⁷ Boulding, K. (1966) *L'Économie du futur vaisseau spatial Terre* ; <http://dieoff.org/page160.htm>

¹⁸ La théorie évolutionniste de l'économie part du principe que les activités humaines doivent être en équilibre avec les limites de la biosphère.

On se demande alors pourquoi l'argent pourrait échapper à ce principe irréfutable, surtout lorsque l'on sait que l'incidence de la croissance du capital à un taux exponentiel, fondée sur des systèmes monétaires basés sur l'endettement, était considérée destructive pour la société et l'écologie. La tragédie que Soddy a mise en évidence montrait que le prêt d'argent à des taux usuraires était à la source de la consommation effrénée du capital naturel de la terre. Ainsi, tout comme les lois de la physique excluent les machines en mouvement perpétuelles, la croissance exponentielle est un phénomène limité dans le temps¹⁹.

Herman Daly, l'économiste écologique contemporain de premier plan, plaide pour une « économie stationnaire » au-delà de la croissance. Son analyse fait la synthèse des perspectives complémentaires de J.S. Mill, Soddy et Boulding²⁰. Daly s'est également inspiré de l'économiste sociale de premier rang du siècle dernier, Polanyi.

La thèse de Polanyi, *La Grande transformation*, montre que le processus mercantiliste réprime et détruit le pouvoir des guildes locales afin de créer des lois et des marchés d'envergure nationale (autrement dit, le marché avec une majuscule)²¹. Le triomphe du Marché marque, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la montée en puissance de l'économie au détriment de la société – une révolution en soi. En pratique, il a fallu valider un système de valeurs commerciales qui associe une valeur monétaire à tous les facteurs de production. Ainsi, la nature, absorbée dans le vortex du Marché, était transformée en terres à louer. Les vies humaines étaient converties en travail salarié. Le patrimoine devenait un capital spéculatif.

La terre, le travail et l'argent ont été transformés en marchandises dont les prix sont dictés par l'offre et la demande. La « grande transformation » s'est traduit par le retrait lent mais brutal des objectifs sociaux et culturels de la vie économique. L'enclosure (« mise en clôtures ») des forces productrices, à savoir le capital foncier et les prêts à faible coût, a porté le coup de grâce « liquidant la société vivante ». Ainsi, on permettait au grand Marché international d'écraser les marchés locaux et de faire disparaître le système de valeurs de « l'économie morale » d'autrefois.

Avant le capitalisme industriel, Daly montre que, selon les données probantes de Polanyi et d'autres penseurs, la croissance économique était négligeable. Les économies dites stationnaires, régies par des valeurs sociales et culturelles, définissaient la norme historique. Les économistes conventionnels refusent d'admettre que ceci puisse être pertinent aujourd'hui. Ils affirment que « le progrès sans croissance » est un oxymoron.

Cependant, jour après jour, un flot de données confirme que notre planète a bel et bien les limites d'un vaisseau spatial. Le statu quo n'est pas une option. Nous devons ajuster nos modes de vie aux contraintes de la réalité écologique. Des millions de personnes en viennent à cette conclusion, tout comme les récents rapports de la Commission du développement durable du Royaume-Uni, *Prospérité sans croissance*, et du professeur Peter Victor de l'Université de

¹⁹ Soddy, F. (1926) *Wealth, Virtual Wealth and Debt*, George Allen and Unwin, London.

²⁰ Daly, H. (1996) *Beyond Growth*, Beacon.

²¹ Polanyi, K. (1944) *La Grande transformation*, Beacon.

Toronto, *Managing without Growth* (Comment gérer sans croissance ?)²². La question posée n'est plus Pourquoi ?, mais Comment ? Il n'y a pas de réponses simples. Toutefois, des visionnaires font ressortir des moyens productifs d'augmenter l'autonomie à l'échelle locale et régionale.

Pour en finir avec l'intérêt composé – Le modèle de la banque JAK en Suède

Dans un système basé sur les taux d'intérêts, ceux qui détiennent du capital à prêter s'enrichissent alors que ceux qui n'ont pas de capital s'appauvrissent –c'est la règle d'or. Un emprunt à un taux d'intérêt composé de 3 % aura doublé en 24 ans, un emprunt à 6 % doublera dans 12 ans et un emprunt à 12 % aura doublé en six ans. Si on manque d'effectuer un paiement, les intérêts sur les intérêts rendent le montant de l'endettement démesuré.

On oublie souvent que les fondateurs du mouvement coopératif ont cherché à éviter d'imposer des taux d'intérêts. En effet, entre 1830 et 1930 bon nombre de coopératives préféraient instaurer des frais de financement équitables plutôt que des taux d'intérêts. On retrouve parmi les systèmes sans taux d'intérêt : les bourses échange du travail Owenite en Angleterre dans les années 1830, le magasin d'approvisionnement en travail par le travail de Joshua Warren aux États-Unis, les sociétés de prêt Star-Bowkett en Angleterre et en Australie et les pratiques de prêts d'« argent libre » (monnaie affranchie de l'intérêt) inspirées par Silvio Gesell en Allemagne et en Autriche dans les années 1920 et 1930.

La banque coopérative suédoise JAK perpétue la pratique bancaire sans taux d'intérêt de nos jours. Elle compte 35 000 membres, des actifs d'un montant de 163 millions de dollars américains et un montant d'emprunts de 147 millions de dollars. Les membres ont accepté de mettre en commun leurs épargnes, dont un total équivalent entièrement adossé aux prêts sans intérêt est disponible pour les hypothèques, la réfection des logements, les prêts étudiant, etc. En général, les frais des prêts s'élèvent à environ 2,5 %. La banque JAK possède 30 succursales locales et un plus grand nombre de groupes membres dans l'ensemble de la Suède. Afin de réduire les frais généraux, les succursales locales comptent principalement sur le soutien actif de 650 bénévoles des communautés. Le personnel de la banque forme ces bénévoles sur les principes du prêt sans intérêt. Ces bénévoles recrutent également de nouveaux membres.

Les avantages de base du modèle financier de la banque JAK basé sur le paiement de frais sont évidents pour les ménages. Si l'on compare à une hypothèque auprès d'une banque conventionnelle à 8,05 %, un prêt hypothécaire sur 10 ans la banque JAK pour une somme de 200 000 dollars permettrait au ménage d'économiser 66 690 dollars en paiements de taux d'intérêts. Dans un ménage dont le revenu net des deux parents est de 15 \$ l'heure, le paiement des coûts d'intérêt représente une économie nette de **2 223 heures de travail** d'ici la fin du prêt. Si 50 % de ces économies étaient réinvesties dans des achats locaux, 3 333 \$ retourneraient dans l'économie locale. Si les 300 membres de la banque JAK partagent le même profil, alors, ils pourraient générer des achats locaux supplémentaires d'un montant de 1 million de dollars.

²² Jackson, T. (2009) *Prosperité sans croissance, la transition vers une économie durable*, Commission du développement durable du R.-U., 26 March 2009; and Victor, P. (2008) *Managing without Growth – Slower by design, not disaster*, Edward Elgar.

Selon le point de vue de la banque JAK, ces avantages pour les ménages et la communauté contrecarrent les effets négatifs entraînés par l'usage des taux d'intérêt composés dans l'ensemble de la société.

L'analyse de Margrit Kennedy montre qu'en Allemagne les taux d'intérêt composés engendrent un transfert d'un milliard d'euros par jour de 80 % de l'ensemble des ménages en faveur des 10 % des ménages les plus riches. Son analyse révèle que les prix des biens essentiels sont constitués jusqu'à 50 % du seul poids des coûts d'intérêt. Par exemple, elle démontre que par rapport aux services publics financés par un endettement, jusqu'à 12 % de la collecte des déchets et 77 % des logements sociaux proviennent des coûts sur les taux d'intérêt composés. Ceci a pour effet de gonfler le prix des loyers ainsi que le coût de la vie et d'entraîner une culture de longues heures de travail²³.

Deuxièmement, les taux d'intérêt composés favorisent une orientation à court terme selon laquelle, « il est intéressant d'investir uniquement dans les projets produisant un profit plus élevé que les taux d'intérêt. Ceci mène à multiplier les projets à haut rendement aux dépens des projets à long terme rapportant moins, tels que l'efficacité énergétique, la production des énergies renouvelables ou encore l'agriculture biologique²⁴ ».

Troisièmement, la croissance économique non durable est alimentée par le service des coûts du capital que sont les intérêts composés. Selon Daly, ceci est la cause principale de la croissance exponentielle de la dette économique, qui fonctionne comme un tapis de course à deux vitesses : d'un côté il faut accélérer les activités d'achat afin de garantir la croissance économique, de l'autre, il faut des semaines de travail plus longues permettant de payer le privilège de surconsommation.

Quatrièmement, les frais d'intérêt se traduisent par un épuisement de l'énergie vitale. Pour cet argument d'économie écologique, Soddy s'est appuyé sur l'analyse de John Ruskin développée dans *Unto This Last* qui conclut que le capital détruit la vie et qu'« il n'y pas d'autre richesse que la vie »²⁵. Les ménages, les communautés et les gouvernements libérés du fardeau des coûts d'intérêt sont libres de réinvestir le temps et l'argent dans l'élargissement du cercle de la vie, soit le bien-être.

Le but ultime de la banque JAK est de faire connaître les effets néfastes des taux d'intérêt (...) afin de rétablir une relation saine à l'argent, c'est-à-dire que l'argent n'est plus une réserve de valeur, mais un vrai moyen d'échange entre les ménages et les entreprises dans le but de créer une richesse réelle et durable, de bâtir des communautés épanouies²⁶.

²³ Kennedy, M. (1995) *Libérez l'argent de l'inflation et des taux d'intérêts*, Okemos, Michigan: Sava International.

²⁴ Anielski, Mark: *An Assessment of Sweden's No-Interest Bank*, octobre 2006, préparé pour Vancity Capital Corporation, Canada.

²⁵ Ruskin, J. (1985) *Unto This Last and other Essays*, Penguin.

²⁶ Anielski, Ibid. p. 10

La banque JAK a élargi son modèle solidaire de financement de la construction d'ensemble résidentiel à l'entreprise en passant par les services des énergies renouvelable à travers les Local Enterprise Banks (LEB). Tout groupe local qui souhaite investir ses épargnes solidaires dans des entreprises locales, sociales et écologiques générant des avantages communautaires peut créer une Local Enterprise Bank.

Le premier compte LEB a été ouvert pour un abattoir de viande biologique aux services de la communauté des agriculteurs de la région côtière et des îles de la province de Bohus. Les dépôts d'épargne destinés à capitaliser l'entreprise étaient fournis par le groupe environnemental, la Société suédoise pour la prévention de la cruauté envers les animaux et les membres de la banque JAK. Plusieurs petits agriculteurs ont également décidé de placer leurs épargnes dans le compte LEB Ekokött, car l'abattoir leur avait permis de rendre les méthodes écologiques de gestion des pâturages collectifs viables.

Il en est ressorti un système auto-organisé de financement sans taux d'intérêt. En mobilisant une portion de leurs épargnes personnelles de façon autonome pour encourager la transition vers une économie plus durable, ils ont investi dans des avantages mutuels dont les plus importants, l'emploi et l'alimentation durables. Par ailleurs, les épargnes collectives sont moins chères que les dons. L'administration des comptes et l'évaluation des projets permettent d'affecter les épargnes solidaires à des projets peu coûteux et à faibles risques qui génèrent des avantages communautaires à haut rendement.

La banque JAK a financé 50 entreprises sociales de tailles différentes dont la plus grande est un projet d'énergie renouvelable. JAK a participé au financement de la coopérative du parc d'éoliennes communautaires d'une valeur de 10 millions de dollars américains. La vente de parts de membres précédant, facilitant la période avant et suivant l'épargne suivant et le financement par étape ont permis aux membres de garantir l'électricité à un prix préférentiel pour les membres, de vendre 50 % de la production au réseau national et de recevoir un petit dividende supplémentaire sur leur investissement au cours des cinq dernières années du projet²⁷.

Récupérer les terrains communaux – Les fiducies foncières collectives et les logements durables

Nous avons établi l'importance des coûts inhérents aux intérêts composés relativement à l'accessibilité au logement. Le deuxième facteur est le prix du terrain. Dans de nombreux pays, celui-ci représente 40 à 60 % du coût. La banque coopérative JAK met en évidence un moyen prometteur de résoudre le problème de l'intérêt composé. Les fiducies foncières collectives, de leur côté, peuvent résoudre de façon novatrice le problème du prix du terrain.

Les fiducies foncières collectives (FFC) facilitent le développement de logements abordables en séparant les deux éléments du coût : le prix courant du terrain d'un côté et le coût de

²⁷ Conaty, P., E. Cox, V. Johnson, J. Ryan-Collins, et M. Brown, (2009). *Decarbonising local economies: A local green new deal for community action on energy*; New Economics Foundation, UK, juillet 2009, et un rapport plus exhaustif publié fin 2009 sur les Coopératives d'énergie et les solutions de financement sans intérêts.

reconstruction de l'autre. En retirant le terrain du marché et en le plaçant en FFC, le revenu constaté d'avance résultant de l'augmentation de la valeur du terrain est retiré du calcul à l'avantage des ménages à faible revenu ou à revenu modéré et de la poursuite de l'équité au sein de la communauté. Ceci revêt une importance primordiale pour le maintien et l'augmentation de l'accessibilité au logement dans le temps. Il est également important de donner aux ménages des placements dans le logement locatif (la FFC donne également le droit d'habiter le logement). Ainsi, on incite au maintien et à l'amélioration de la qualité du logement. Ce système de « droits de propriété dynamiques » privé et collectif est un cheminement qui a ses enjeux; toutefois, c'est un moyen efficace de résoudre à long terme l'accès au logement abordable. Si l'on retire le prix du terrain du calcul, il est possible de diminuer de moitié le coût lié à la propriété et de développer des logements abordables à louer à un montant réduit de subvention.

Champlain Housing Trust Vermont (CHTV) est la plus importante FFC des États-Unis. Suite aux coupures dans les programmes de logement abordable effectuées par l'administration Reagan aux débuts des années 1980, il était devenu indispensable de trouver des solutions de rechange. L'élection de la coalition progressiste de Bernie Sanders (maintenant sénateur des États-Unis) y a joué un rôle décisif. L'achat par les New-Yorkais de maisons de vacances et la forte demande en logement de la part des étudiants universitaires ont provoqué la montée en flèche des prix des habitations, si bien que les prix des logements étaient hors de la portée de bon nombre de membres de la collectivité. Les tentatives pour le contrôle des loyers ont échoué. En guise de solution de rechange et avec le soutien de Bob Swann et de l'Institute for Community Economics (ICE), Sanders et la coalition ont élaboré un projet de FFC en 1984. La FFC a été créée grâce à un fonds de démarrage de 200 000 dollars. Elle possède également une marge de crédit d'un million consentie par une administration publique locale²⁸. Au cours de la dernière décennie, la FFC s'est rapidement développée et est passée de 4 membres-employés en 1999 à 80²⁹. Au cours des vingt-cinq dernières années, la FFC a créé environ 1 900 logements abordables, dont 60 % destinés à l'accession à la copropriété et 40 % aux logements locatifs, y compris 115 logements dans des coopératives à capitalisation limitée.

Les activités de la CHTV améliorent considérablement la qualité du logement et son accessibilité; elles comprennent :

1. la mise sur pied d'un centre d'aide aux propriétaires (Homeownership Centres) qui organise des ateliers sur l'achat d'une propriété, le crédit et la planification budgétaire, le financement, la remise en état des logements et l'entretien. Le personnel aide plus de 300 nouveaux propriétaires potentiels par an à comprendre les critères des prêteurs hypothécaires ordinaires et à les satisfaire. Ces ateliers informent sur les pratiques abusives d'octroi de prêts et les frais exorbitants chargés par certains courtiers en prêts hypothécaires. Le service de conseils financiers aide les ménages à réduire et à contrôler leur crédit à la consommation et autres problèmes d'endettement.

²⁸ Building and Social Housing Foundation (2005). *Redefining the Commons – Locking in Value through Community Land Trusts*, UK.

²⁹ Pour plus d'information, visitez le site Web <http://www.champlainhousingtrust.org/>

2. des programmes de financement fournissant de l'aide aux acheteurs pour la mise initiale sous forme de subvention provenant des gouvernements locaux, d'état et fédéral et des emprunts à des taux d'intérêt moyens de 2 % en dessous de la moyenne générale des taux d'intérêt (grâce à des taux de pertes sur prêts réduits). Seuls les ménages dont le revenu atteint jusqu'à 80 % du revenu médian des ménages de même taille de la région sont admissibles. Ceci permet à deux personnes gagnant 9,46 \$/h d'honorer un prêt hypothécaire pour une maison d'une valeur additionnelle de 49 000 \$, et ce, pour le même versement mensuel.

3. la mobilisation de plus de 2 500 membres (entreprises et individus) qui contribuent régulièrement à une réserve de fonds utilisée pour amener d'autres apports. À Burlington, 39 000 habitants, ce nombre de membres est considérable.

4. le placement de tous les biens acquis dans le patrimoine de la fiducie foncière. Les impacts à long terme, présentés ci-dessous, sont substantiels.

5. la participation à de nombreux projets communautaires par le biais de la FFC : un centre le jour pour personnes âgées, une maison de soins infirmiers, des bureaux pour entreprises sociales et organismes sans but lucratif, un local commercial pour la caisse populaire locale, un local pour le centre communautaire d'aide juridique et des locaux pour un incubateur d'entreprises

Nous avons choisi, dans la limite de ce document, d'approfondir les accomplissements de la CHTV qui mettent en évidence les avantages substantiels et à long terme en faveur des ménages, de la communauté et des contribuables découlant de la mise en œuvre particulièrement dynamique des droits de la propriété.

Une étude majeure menée en 2008 a comparé les coûts liés au financement d'un logement par une FFC et par une subvention ordinaire. Les FFC peuvent uniquement acquérir au patrimoine fiduciaire des subventions publiques ou des dons de terrains. Leur structure juridique est très efficace. Elle permet de mettre cet investissement public ou social à l'abri du marché spéculatif. À l'inverse, les subventions publiques ordinaires pour l'accession à la propriété sont perdues à la vente du logement. Le tableau ci-dessous rend compte de la différence de performance de ces deux types de subvention.

Performance des subventions alternatives au fil du temps : subventions ordinaires versus le modèle de la FFC³⁰

Vente initiale	Prêt acheteur (sans taux d'intérêt)	Modèle FFC (indice RMR)
Valeur initiale du marché	250 000 \$	250 000 \$
Subvention	50 000 \$	50 000 \$
Prix de vente initial	250 000 \$	200 000 \$
Revente dans 7 ans		
Prix de vente	375 000 \$	245 000 \$

³⁰ Davis, J.E. et R. Jacobus. (2008). The City-CLT Partnership: Municipal Support for Community Land Trusts, Lincoln Institute of Land Policy.

Remboursement première hypothèque	(174 051 \$)	(174 051 \$)
Remboursement subvention publique	(50 000 \$)	0
Coût de vente (6 %)	(22 500 \$)	(14 700 \$)
Nouveau produit de vente	128 449 \$	56 249 \$
Prix abordable pour le nouvel acheteur	245 000 \$	245 000 \$
Subvention récupérée	50 000 \$	0
Subvention supplémentaire nécessaire	80 000 \$	0
Subvention totale prochain acheteur	130 000 \$	0
Revente dans 14 ans		
Prix de vente	565 000 \$	303 000 \$
Subvention supplémentaire nécessaire	132 000 \$	0
Revente dans 21 ans		
Prix de vente	850 000 \$	372 000 \$
Subvention supplémentaire nécessaire	216 000 \$	0
Revente dans 28 ans		
Prix de vente	1 278 000 \$	458 000 \$
Subvention supplémentaire nécessaire	342 000 \$	0
Total des subventions investies sur 30 ans par 5 familles	820 000 \$	50 000 \$

Les résultats sont remarquables. Sur une période de 30 ans, cinq ventes à des familles à faible revenu admissibles à une subvention du programme de subvention pour le logement abordable coûteraient 820 000 \$ aux contribuables alors qu'avec la FFC, il en coûterait 50 000 \$. En retirant le terrain du marché et en maintenant des prix abordables grâce à la formule de revente de la CHVT, les retombées économiques profitent aux ménages à faible revenu, à l'économie locale et aux contribuables.

Mobiliser l'énergie communautaire : réduire les émissions de carbone et la pauvreté énergétique à Kirklees

Kirklees, 200 000 habitants, possédait dans les années 1990, comme la plupart des villes du Royaume-Uni, un important parc de logements vieillissants et énergivores, qui épuisaient l'argent des ménages vivant dans la pauvreté énergétique et provoquaient des émissions de CO₂ invisibles. De nombreux programmes gouvernementaux se sont avérés inefficaces. De plus, aucun soutien stratégique ciblé en vue de mobiliser et coordonner l'action communautaire et d'autres sources potentielles d'investissement n'avait été mis en place.

Finalement, le programme d'efficacité énergétique de l'Union européenne (UE) a ouvert la voie des mesures locales auprès du gouvernement municipal de Kirklees. La gestion des agences pour la maîtrise de l'énergie au niveau local servait de pièce maîtresse dans le programme de l'UE³¹.

³¹ Le programme de l'Union européenne SAVE II a offert des fonds partagés allant jusqu'à 200 000 euros pour des projets pilotes innovants.<http://www.managenergy.net/products/R791.htm>

Selon son analyse, l'UE démontrait que 50 % de la consommation d'énergie était imputable aux particuliers. Le programme soulignait qu'il fallait donc prendre des mesures de réduction de la consommation individuelle dans les maisons.

Kirklees Energy Services (KES), agence locale de l'énergie de Kirklees, est une entreprise de services éconergétiques (ESCO), qui a été créée par les autorités locales. C'est une entreprise sociale sans but lucratif indépendante. Au cours des trois premières années de fonctionnement, KES a pris un total de 2 080 mesures d'efficacité énergétique qu'elle a mis en œuvre dans 1 455 ménages; ainsi, les réductions d'émissions de gaz à effet de serre ont atteint 34 304 tonnes³². En ciblant les ménages vivant dans la pauvreté énergétique, on a augmenté la valeur sociale ajoutée. En attirant des fonds supplémentaires afin de réduire la pauvreté énergétique, KES a élargi son système de partenariat et a pu offrir l'installation gratuite de l'isolation des murs et d'un ventilateur récupérateur de chaleur aux occupants souffrant de maladies respiratoires dues à des logements trop froids.

Grâce à ses activités dont les services-conseils, l'accès à des professionnels en isolation, les rabais forfaitaires, les facilités de crédit à un taux préférentiel et les remises en argent (financées par les services publics du secteur de l'énergie et les programmes gouvernementaux), KES a réussi à offrir aux ménages une série de solutions financièrement viables, faciles d'accès et éconergétiques en matière de chauffage et d'isolation de l'habitat. De plus, en sept ans d'existence, KES a cogné aux portes de 3 000 foyers pour informer les ménages des succès atteints en diminution des gaz à effet de serre. La diversification des systèmes de promotion et de publicité a augmenté l'intérêt général dans les questions d'efficacité et de maîtrise de l'énergie. KES rassemble et coordonne de nombreux partenaires dans le but d'offrir aux ménages des services sur mesures, du soutien et des solutions probantes telles qu'illustrées ci-dessous.

Le programme britannique Warm Zones (« zone chaude ») a permis à KES d'élargir encore plus ses activités. Ce programme consiste à améliorer l'efficacité énergétique des logements des familles à faible revenu par l'octroi de subventions destinées à offrir des mesures de conservation d'énergie et d'énergie renouvelable, dont les systèmes de chauffage solaire thermique et les thermopompes à air³³.

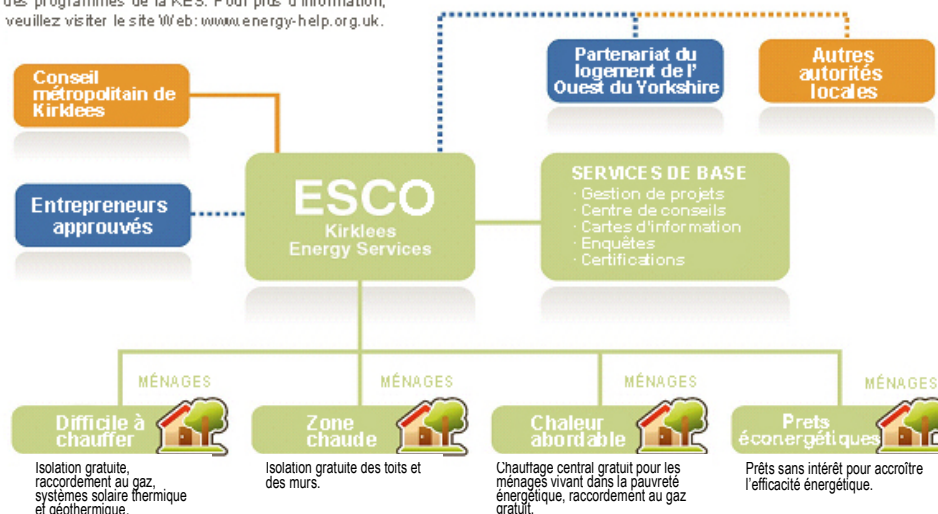
Kirklees Energy Service : système de distribution éconergétique

³² <http://www.managenergy.net/products/R451.htm>. Étude de cas sur les trois premières années d'opération.

³³ HM Treasury (2009) Budget 2009 – Building Britain's Future (London: HMT).

Structure...

Le diagramme ci-dessous ne montre qu'une partie des programmes de la KES. Pour plus d'information, veuillez visiter le site Web: www.energy-help.org.uk.



En avril 2007, KES instaurait le programme Warm Zone, « zone chaude », dans la ville et ses alentours³⁴. Au cours des trois années pilotes du projet, les autorités locales ont dépensé 21 millions de dollars américains et le fonds de la « zone chaude » contribuait au projet à montant égal. En sept ans de performance, pour chaque dollar d'investissement public le taux de rendement enregistré est de 4 \$. Ainsi, l'effet multiplicateur au niveau local produit par KES pourrait s'élever à un investissement total de 211 millions de dollars américains.

L'existence d'une ESCO bien implantée dans la communauté a permis de mener à bien une stratégie qui consistait à cogner à toutes les portes de la région (171 000 ménages) et à offrir un service intégré visant à maximiser les économies d'énergie et la réduction des émissions de carbone. La démarche de KES allie la sensibilisation, la vérification des domiciles, les services-conseils et les appels d'offres permettant de choisir des soumissionnaires offrant des installations de qualité à un prix préférentiel.

KES est sur le point d'atteindre son objectif d'isolation de 60 % des habitats. Sur une période de 25 ans, ceci représente une réduction des émissions de carbone de 550 000 tonnes. Cent nouveaux emplois seront créés et entre 5 000 et 6 000 ménages sortiront de la précarité

³⁴ <http://www.managenergy.net/conference/2008plenary.html>. Vidéo du discours de Martyn Bolt à l'UE, Managing Energy Best - Local Energy Action Award 2008, Directorate of Environment, Transportation & Property, Kirklees Council, UK

énergétique. Pour les occupants, ces économies représenteront 7 millions de dollars sur la facture énergétique.

Martyn Bolt supervise la stratégie KES au nom de l'administration locale. C'est avec enthousiasme qu'il annonce que les 13 millions de dollars investis par les autorités locale circuleront de nouveau dans l'économie de la communauté dans deux ans et demi, un retour d'investissement réjouissant.

Intégrer l'économie sociale et écologique : les coopératives de consommateurs Seikatsu Club

« Seikatsu » Club, club de la vie en japonais, est un mouvement coopératif ingénieux qui allie trois mouvements habituellement distincts. L'aspect international unique du Seikatsu Club permet de développer à la fois le commerce équitable, l'économie locale et le secteur régional des aliments issus de l'agriculture biologique.

En décembre 1989, le Seikatsu Club était le lauréat du « Honorary Right Livelihood Award », une variante du Prix Nobel, pour son succès à créer « une solution de rechange à l'activité économique contrecarrant la priorité à l'efficacité encouragée par la société industrielle ». L'histoire du Seikatsu Club a commencé en 1965 avec un groupe de femmes qui se réunissaient chez elles et discutaient de leurs inquiétudes concernant leur région : l'augmentation des aliments importés, la perte persistante de terres agricoles au profit du développement et la migration des agriculteurs vers les villes.

À force de parler des problèmes de qualité et de sécurité alimentaire de leur région, ces femmes ont finalement décidé d'acheter le lait, les fruits frais et les légumes auprès d'un agriculteur local, et ce, à un prix raisonnable et équitable. L'agriculteur a accepté de fournir les produits agricoles à condition que plusieurs familles s'engagent à s'approvisionner chez lui. Un accord a été conclu entre les parties et le concept du « teikei » était né. La traduction littérale du « teikei » signifie partenariat; cependant, au niveau philosophique « teikei » se traduit par « mettre le visage du paysan sur les aliments »³⁵. Vingt ans plus tard, le concept du « teikei » a été adopté aux États-Unis où il a été la source d'inspiration de la première initiative « d'agriculture soutenue par la communauté » (ASC), Indian Line Farm³⁶.

Le système d'achat collectif est à l'origine même du mouvement. Un « han », petit groupe en japonais, planifie son alimentation et l'achat des denrées alimentaires collectivement. Il s'agit à la base de se procurer « une alimentation saine à un prix raisonnable ». Les « hans » intègrent leurs valeurs par des normes rigoureuses relativement au matériel, aux processus de production, aux matériaux d'emballage et aux pratiques environnementales. Bien que le système ait débuté avec les denrées alimentaires, il s'est étendu à toute une gamme de biens de consommation.

³⁵ Robyn Van En. "Eating for Your Community. Report from the founder of community supported agriculture" *In Context – A Quarterly of Human Sustainable Culture*, 1995, p. 29; <http://www.context.org/ICLIB/IC42/VanEn.htm>.

³⁶ Le rapport complet de BALTA examine plus en détails cette étude de cas.

Grâce aux négociations avec les producteurs, le système d'achat collectif en précommande permet une production et un approvisionnement bien organisés, l'achat d'aliments biologiques locaux à des prix raisonnables, la diminution du gaspillage des ressources naturelles ainsi que la réduction de l'impact sur l'environnement.

Il y a plus de 120 000 groupes d'achats collectifs. Il regroupe la demande au sein des 30 coopératives Seikatsu, qui font partie, au niveau national, de l'Union des coopératives de consommateurs Seikatsu Club (SUC). Pour décrire les produits qu'elle achète, l'union a adopté le terme de « matériaux de consommation »; un terme révélateur des principes qui la guident. En effet, selon les membres, il s'agit d'utiliser leur pouvoir de consommation afin d'assurer l'acquisition de marchandises pour leur « valeur utilitaire » et non de « marchandises commerciales ». Le comité de la consommation de la SUC se réunit tous les mois pour déterminer les articles de l'achat collectif selon les demandes et les points de vue des membres.

À l'heure actuelle, les 30 coopératives autonomes de consommation Seikatsu comptent plus de 300 000 membres affiliés à la SUC. Le Seikatsu Club non seulement met en œuvre une stratégie de « valeurs ajoutées » visant à transformer les systèmes alimentaires locaux, mais il s'est également engagé dans les opérations de recyclage, le développement d'énergie verte et les services sociaux. Sa campagne de sensibilisation et de représentation a mené à d'importants changements de politiques³⁷. En 2007, le chiffre d'affaires annuel des regroupements d'achat, « hans », s'élevait à 687 millions de dollars américains et les fonds accumulés atteignaient 240 millions de dollars. Une telle stabilité financière est ancrée dans le principe selon lequel les membres participent à l'investissement par l'achat et entretiennent ainsi une relation de soutien mutuelle avec les producteurs agricoles dans le but de réaliser leur « autonomie démocratique » en tant que membres.

Acheter est considéré comme une responsabilité éthique, sociale et écologique. De nouveaux « matériaux de consommation » sont développés en étroite collaboration avec les membres. Les goûts, l'emballage et les prix sont déterminés par l'engagement des membres et sont combinés aux études de marché afin de concevoir des ébauches de spécifications. Celles-ci sont ensuite négociées avec les producteurs. Ce système très efficace est garanti par un nombre d'articles limité à 1 600 par an. En comparaison à d'autres coopératives alimentaires qui offrent 9 000 articles³⁸ et les supermarchés qui possèdent des stocks considérables. Les membres du Seikatsu Club déplorent la production de masse et les choix de marché futiles qui selon eux vont à l'encontre d'une consommation éthique. En élaborant de nouveaux « matériaux de consommation » ciblant les besoins de base, les membres s'efforcent de résoudre les problèmes de santé, de l'environnement et de la sécurité de façon stratégique.

Trois autres moyens permettent d'accroître l'efficacité du système. Il y a tout d'abord la production bien planifiée d'une sélection suffisante d'aliments et d'autres biens de haute qualité qui permet une livraison efficace. On réduit ainsi les coûts unitaires reliés au transport.

³⁷ Vue d'ensemble de l'Union des coopératives de consommateurs Seikatsu Club, <http://www.seikatsuclub.coop/english/>

³⁸ Seikatsu Club Consumers Co-operative: Creating an Alternative Society, Policy Research Institute for the Civil Sector, juillet 2008. courriel : civil@prics.net

Deuxièmement, les biens sont livrés directement aux groupes d'achat, « hans », ou aux individus grâce à un système de collecte géré par les membres. La livraison élimine les risques financiers tels que les charges indirectes élevées des commerces de détail et les larges stocks.

Troisièmement, la SUC a créé huit bouteilles consignées utilisées pour un large éventail de « matériaux de consommation ». Ainsi, elle réduit le prix de l'emballage et augmente l'efficacité de la collecte, du triage et du recyclage. En 2007, ce système a permis de réduire les émissions de carbone de 2 121 tonnes.

Pour veiller aux respects des exigences, la SCU a établi ses propres systèmes indépendants de contrôle et de vérification, auxquels participent les membres et les producteurs des secteurs pertinents. En 2006, 4 000 membres ont effectué 500 inspections indépendantes inopinées. Une méthode créative bien moins coûteuse que la certification formelle. D'autres pratiques novatrices comprennent les suivantes :

1. Les membres du Seikatsu Club, ainsi que les fermiers, ont investi dans la création de trois usines de traitement du lait. Cent producteurs laitiers possédant 5 000 vaches coopèrent avec les consommateurs afin de produire du lait cru de haute qualité, une solution de rechange saine au lait stérilisé qui domine le marché japonais.

2. En ce qui concerne le développement des énergies durables, les membres du se sont mobilisés et ont exercé des pressions auprès des services publics municipaux pour attribuer 5 % de la facture d'électricité au Hokkaido Green Fund. Ce fonds a déjà permis la construction de cinq « turbines éoliennes appartenant aux citoyens » et prévoit élargir ce modèle.

3. Au problème du vieillissement de la population, le Seikatsu Club a mis sur pied et gère des centres de jour et des maisons de soins infirmiers pour personnes âgées qui emploient plus de 10 000 personnes dans 448 organismes coopératifs. De plus, les soins à domicile, un pan supplémentaire de la diversification, ont fourni plus de 1,4 million d'heures de services en 2005. Le chiffre d'affaires résultant des initiatives de soins s'élève à 87,4 millions de dollars américains par an. Par ailleurs, le Seikatsu Club développe des services de soins de santé destinés aux personnes handicapées et aux enfants.

4. En 2006, les 600 coopératives de travail (représentant 17 000 travailleurs-proprétaires) ont généré un chiffre d'affaires annuel de 126 300 000 dollars.

5. L'engagement des membres est la clé du système Seikatsu. Par le jeu de la promotion de leurs valeurs, les membres participent activement au discours politique du Japon. Le Seikatsu Club établit des normes strictes de consommation responsable et d'achat de produits respectueux de l'environnement. Il va également plus loin. Il a mené des campagnes pour interdire les détergents synthétiques et pour faire avancer le mouvement contre les aliments génétiquement modifiés. Cette stratégie a permis aux membres du Seikatsu Club de créer des partis politiques indépendants et locaux afin de faire avancer leur agenda politique. En 2006, 120 partis politiques représentant 10 000 membres ont réussi à faire élire 141 conseillers locaux.

Changement SÉÉ – Une synthèse de la coopération sociale et écologique pour la transition

Dans son ultime livre, Martin Luther King, Jr. fait cette remarque des plus significatives au sujet des faux dieux que sont le capitalisme fondé sur l'économie de marché libre et le communisme.

Le communisme a oublié la part d'individualité de la vie. Le capitalisme oublie que la vie est sociale, et le royaume de fraternité n'appartient ni à la thèse communiste ni à son antithèse capitaliste, mais à une synthèse plus élevée³⁹.

Dans le même ordre d'idée, Polanyi décrit le communisme et le capitalisme comme étant les fausses utopies du vingtième siècle⁴⁰. Les solutions d'avenir revendiquées par Polanyi et entrevues par King résidaient dans le développement d'économies politiques coopératives. En effet, les économies coopératives permettent de constituer des réserves de capital et de terres mises à la disposition du marché du travail. Bien sûr, ceci induit la démarchandisation du travail et de la terre, leur retrait du marché. L'appel à la « Grande transition » lancé par Boulding peut réunir dans un plan évolutionniste les arguments de l'économie sociale de Polanyi et ceux de l'économie écologique⁴¹. Ainsi, la synthèse des théories de la coopération avancées par Polanyi et Boulding constitue les arguments en faveur de notre thèse pour un changement SÉÉ.

La première étape consiste à réaliser que le changement est nécessaire, à avoir une vision. La deuxième étape cruciale est de rechercher ce changement. C'est ce que font les coopérateurs audacieux, dont ceux mentionnés ci-dessus. La troisième étape plus complexe semble de taille. Elle consiste à mettre en place un changement de paradigme, qui implique la mise en œuvre de mesures de solidarité locale et d'économie « verte » d'envergure. Ainsi, nous pourrions maintenir le cap durant les années de turbulence qui nous attendent. L'objectif est de réaliser un rêve vieux de plusieurs décennies : atteindre une économie d'état stationnaire pour le bien commun fondée sur la coopération. Nous pouvons le faire, nous le faisons, nous devons le faire.

³⁹ King, M.L. (1968) *Où allons-nous ? la dernière chance de la démocratie américaine*, Payot. 1968

⁴⁰ Polanyi, K. (1944) op. cit.

⁴¹ Boulding, K. (1964) *The Meaning of the Twentieth Century: The Great Transition*, Harper & Row.